



**Compte rendu du Comité technique
local de jeudi 07 janvier 2021**

Les sections CFDT Finances publiques du Jura, et CFTC ont choisi de siéger à ce premier CTL de l'année 2021, dédié à l'emploi, non pas parce qu'elles soutiennent la politique de suppression des emplois de la DGFIP, mais parce qu'elles veulent faire entendre la voix de leurs adhérents, sympathisants et collègues qui sont actuellement dans la souffrance.

EMPLOIS :

En 2021, la dgfip va subir 1800 suppressions d'emplois dont 5 dans le Jura.

- 2 idiv classe normale (1 ex-Trésorerie du Val d'Amour, 1 ex-Trésorerie de Champagnole) ;
- 1 idiv hors classe (ex-Paierie) ;
- 1 contrôleur (SIP Saint-Claude)
- 1 agent C (Direction)

Pour information, les CDL sont rattachés à direction.

Si les sections CFDT et CFTC ont souligné le côté bénéfique de l'implantation d'un service de 35 agents dans le Jura en termes de pérennité de la présence de la DGFIP dans le Jura, elles ont aussi pointé du doigt l'insuffisance de l'aide accordée aux services jurassiens actuels et la difficulté réelle que les agents éprouvent à faire face à l'ensemble de leurs missions.

La direction reconnaît que la situation est tendue. Des réunions avec les responsables des 2 services qui ont signalé des difficultés et des plans de soutien sont en cours.

Les sections CFDT et CFTC suggèrent à tous les services qui souffrent de le faire savoir à la direction afin de trouver des solutions rapidement.

La direction compte aussi sur l'aide entre services. A titre d'exemple, les missions du PID et l'EDR ont évolué temporairement pour prêter main forte aux collègues du SIE. Des stagiaires seront affectés en mai au SIE mais la direction a relevé qu'il restera encore à les former.

La direction est en relation continue avec la direction générale pour faire part des difficultés liées au covid et à l'augmentation de la charge de travail déjà constatée et à venir avec : la gestion du fonds de soutien et les amendes covid(à venir). Par ailleurs, le manque de documentation pour traiter correctement les demande de fonds de soutien a été pointé du doigt(la FAQ déjà disponible ne suffit pas).

Pour les sections CFDT et CFTC il s'agit donc de 2 missions supplémentaires à traiter avec toujours autant de bras(déjà épuisés).

En raison de la politique drastique de suppression des emplois de la Direction Générale, les agents doivent une fois de plus subir les conséquences néfastes de la pénurie d'emplois. Les équipes sont devenues si peu fournies (c'est pas le bon terme)que la moindre absence d'un collègue n'est plus absorbable par le reste de l'équipe.

Vote contre unanime

NRP :

La direction assume son choix de maintenir la mise en place du NRP dans le Jura au 1er janvier 2021 pour la majorité des opérations de restructurations. Cette décision a été prise suite à échanges et en accord avec les chefs des services concernés. Les services impactés par les réorganisations vont être visités par la direction. Elle a conscience des difficultés auxquelles doivent faire face les agents techniques et les collègues de la CID.

Les sections CFDT et CFTC ont souligné les conséquences négatives d'une telle décision pour les usagers et les agents, comme elles l'avaient fait auparavant : travaux toujours en cours, équipes éclatées, le pire étant la création du SDIF, aucun agent DGFIP ne travaillant pour l'instant dans ses locaux.

PONTS NATURELS :

Vote pour à l'unanimité des ponts naturels du 14 mai et 12 novembre 2021.

QUESTIONS DIVERSES :

*Afin d'assurer des rendez-vous en vision, des webcam ont été installées sur les ordinateurs des bureaux de réception, à Turgot par exemple. Certains collègues craignent d'être filmés à leur insu et que ces images puissent être diffusées sur les réseaux sociaux. La direction va demander s'il est possible d'apposer des affiches indiquant les sanctions encourues en cas de tels agissements.

*La ministre de la fonction publique a été recadrée et a reconnu une maladresse quand elle a indiqué que les agents de la DGFIP avaient moins de travail depuis le passage au PAS et que les volontaires auraient le temps de participer aux campagnes de vaccination dans le cadre de la crise sanitaire. Son intervention avait provoqué pas mal de remous et d'indignation au sein des personnels de la DGFIP, tous grades confondus. Peut-être devrait-elle venir passer un mois au sein des équipes des Finances publiques, sans son salaire de ministre évidemment pour se rendre compte de la réalité du travail à la DGFIP... Il y a des choses qui ne PASSent pas !

Vos élus, Sophie BON CFDT, Alexandre BON CFDT et Corinne THOMET CFTC